

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

Plérin, le 18/10/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EPC FRANCE
LD TRES LES HAIES
22600 LA MOTTE

Références : 2024.327
Code AIOT : 0005500190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement EPC FRANCE implanté LD TRES LES HAIES 22600 LA MOTTE.

L'inspection du 24/09/2024 a été réalisée dans le cadre du suivi annuel des établissements SEVESO seuil haut présents dans le département des Côtes d'Armor. Elle a permis de vérifier la bonne application de mesures de maîtrise des risques et de suivre les actions engagées par l'exploitant pour respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure signé le 04/07/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- LD TRES LES HAIES 22600 LA MOTTE
- Code AIOT : 0005500190 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

Le site de la société EPC situé à La Motte exploite un stockage dormant d'explosifs civils à destination des carrières de la région.

La société EPC FRANCE est autorisée, par arrêté préfectoral du 9 juillet 2001 (au nom de NITRO - BICKFORD) modifié le 18

octobre 2012, à exploiter cet établissement spécialisé dans le stockage d'explosifs et classé SEVESO « Seuil haut » selon les dispositions prévues par le Code de l'Environnement.

Attributs de l'inspection :

Contexte de l'inspection (*Suite à mise en demeure*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières
- État des matières stockées - Dispositions spécifiques
- Respect des règles d'exploitation
- Réalisation des contrôles périodiques
- Disponibilité des moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie
- Complétude et réexamen de l'étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Garanties financières	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 516-1et R. 516-2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
2	État des matières stockées - Dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	3 Mois
4	Respect des quantités autorisées vis à vis des rubriques ICPE 4441 et 4701	Code de l'environnement du 22/10/2018, article R. 511-9	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
5	Exploitation des dépôts A et B	Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 2-II-16	Demande d'action corrective	2 Mois
7	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 Mois
12	Complétude de l'étude de dangers	AP de Mise en Demeure du 04/07/2023, article 1	Astreinte	5 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Respect des règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 1	
6	Opérations réalisées au sein du dépôt	Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 22	
8	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	

9	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	
10	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 2-III-29	
11	Maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 2-II-19	
13	Réexamen quinquennal de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 27/09/2020, article R. 515-98 II	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 24/09/2024 a permis de constater que la gestion des dépôts de produits explosifs exploités par EPC sur la commune de La Motte était réalisée en respectant les prescriptions réglementaires, notamment en ce qui concerne le respect des timbrages des zones de stockage, la réalisation des vérifications périodiques et la disponibilité des moyens de lutte contre un incendie.

Cependant, l'inspection constate que des modifications doivent être apportées à l'état des stocks pour se conformer pleinement aux prescriptions réglementaires contrôlées et que l'exploitant ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/07/2023 en ce qui concerne la complétude de son étude de dangers.

Dans la mesure où ce document doit faire l'objet d'une révision quinquennale pour février 2025, l'inspection propose à Monsieur le préfet de rendre redevable l'exploitant d'une astreinte journalière dès lors que le document complété n'aura pas été remis à l'administration à cette échéance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 516-1et R. 516-2
Thème(s) : Risques accidentels - Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 516-1 :</p> <p>Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :</p> <p>[...]</p> <p>3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ;</p> <p>[...]</p> <p>Article R.516-2 :</p> <p>I.- Les garanties financières exigées à l'article L. 516-1 résultent, au choix de l'exploitant :</p> <p>a) De l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ;</p> <p>b) D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ;</p> <p>c) (Supprimé) ;</p> <p>d) D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ; ou</p> <p>e) De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du code de commerce.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant de plusieurs installations répondant aux dispositions de l'article L. 515-36 peut mutualiser les garanties financières exigées au titre du 3° de l'article R. 516-1.</p> <p>[...]</p> <p>IV.- Les garanties financières exigées à l'article L. 516-1 sont constituées en vue de la réalisation des opérations définies ci-dessous, [...]</p> <p>3° Pour les installations mentionnées au 3° de l'article R. 516-1 :</p> <p>a) Surveillance et maintien en sécurité de l'installation, y compris, si nécessaire, le reconditionnement et l'évacuation des substances, préparations ou mélanges dangereux présents sur le site et susceptibles d'affecter l'environnement ;</p> <p>[...]</p> <p>V.- Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'actualisation de ses garanties financières, l'exploitant a transmis à la préfecture des Côtes d'Armor, par courrier du 20/06/2024, un acte de cautionnement rédigé par la société QBE EUROPE SA/NV indiquant un montant maximum de cautionnement très en dessous de ce qui était indiqué lors de la période 2021-2024. La préfecture des Côtes d'Armor a donc demandé à l'exploitant de justifier cette baisse.</p> <p>Une explication a été fournie par mail le 07/08/2024, proposant un nouveau montant de garanties financières pour le site EPC - La Motte.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant que ce montant ne préjugait pas du montant des garanties financières mutualisées</p>

couvrant les risques des différents établissements SEVESO du groupe (application de l'article 4 de l'arrêté du 24/09/2018).
Le 24/09/2024, l'acte de cautionnement actualisé n'a pas été transmis à la préfecture des Côtes d'Armor.
En séance, l'exploitant a indiqué que ce document serait transmis fin octobre 2024, afin de pouvoir prendre en compte les échanges menés avec les DREAL concernées par les autres sites du groupe EPC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'acte de cautionnement des garanties financières actualisées.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois


N° 2 : État des matières stockées - Dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels - État des matières stockées - Dispositions spécifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement [...].</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection menée le 24/09/2024, l'inspection constate que, pour répondre totalement à la prescription contrôlée, l'état des matières stockées doit être complété.</p> <p>Le détail des constats est présenté en partie confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des constats réalisés, l'inspection demande à l'exploitant de modifier l'état des matières stockées en tenant compte des éléments détaillés en partie confidentielle.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois


N° 3 : Respect des règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 1
Thème(s) : Risques accidentels - Respect des timbrages des stockages
Prescription contrôlée : Capacités maximales de stockage de produits explosifs par dépôt. La prescription intégrale est renseignée dans la partie confidentielle du rapport.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de dépassement. Les constats précis associés au contrôle de cette prescription sont renseignés dans la partie confidentielle de ce rapport.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Respect des quantités autorisées vis à vis des rubriques ICPE 4441 et 4701

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/10/2018, article R. 511-9
Thème(s) : Risques accidentels - Rubriques ICPE 4441 et 4701
Prescription contrôlée : Concernant la rubrique 4441 (Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3), le site est actuellement classé sous le régime de la déclaration, ce qui implique une quantité maximale autorisée inférieure à 50 tonnes. Concernant la rubrique 4701 (nitrate d'ammonium), le site n'étant pas classé au titre de cette rubrique, la quantité maximale autorisée est inférieure à 100 tonnes.
Constats : Depuis mars 2017, l'inspection a été informée par la préfecture des Côtes d'Armor du souhait de l'exploitant de bénéficier des droits acquis pour une installation ICPE soumise à déclaration sous la rubrique ICPE n° 4441 (présence sur site de liquide comburant de catégorie 1,2 ou 3). De fait, il a été constaté à plusieurs reprises la présence sur site de produit répondant à ces caractéristiques, dans des quantités compatibles avec le régime de la déclaration (quantité inférieure à 50 tonnes). Ce point a également été vérifié lors de l'inspection menée le 24/09/2024 (détail des observations présenté dans la partie confidentielle de ce rapport). Cependant, en séance, l'exploitant a également indiqué n'avoir jamais finalisé la démarche de déclaration. Le 24/09/2024, l'inspection a également contrôlé que le stock de produits relevant de la rubrique ICPE n° 4701 (nitrate d'ammonium) n'atteignait pas le seuil du régime de la déclaration (quantité inférieure à 100 tonnes).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des constats réalisés, l'inspection demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de formaliser sa demande de bénéficier des droits acquis pour l'installation de stockage de produits liquides comburants de catégorie 1, 2 ou 3, présente sur le site EPC situé sur la commune de La Motte ;• de lui transmettre un document évaluant la conformité de cette installation vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 01/08/2019.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 5 : Exploitation des dépôts A et B

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 2-II-16
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : Les emballages renfermant les matières et objet explosibles sont empilés de façon stable. Lors de manutentions à l'aide de moyens mécaniques, ils ne doivent pas être élevés à plus de 3 m de hauteur. Lors de manutentions manuelles, leur fond ne doit pas se trouver à plus de 1,6 m du sol. Il n'y est pas introduit de matières inflammables ou susceptibles de produire des étincelles, des amorces, détonateurs, allumettes. Un panneau grand format interdisant de faire du feu et de fumer est mis en place devant le dépôt.
Constats : Le 24/09/2024, l'inspection a visité les dépôts A, B et C. Il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none">• les piles de produits explosifs étaient stables et respectaient les conditions de hauteur décrites à l'article 2-II-16 de l'arrêté préfectoral du 09/07/2001 ;• les affichages concernant l'interdiction de faire du feu et de fumer ; cet affichage est complété par l'interdiction d'apporter des téléphones portables. Cependant, l'inspection a constaté la présence d'une petite quantité de cartons vides dans le dépôt C (une dizaine). L'exploitant a expliqué que ces cartons servaient à la réalisation des commandes quotidiennes de détonateurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de modifier son organisation de telle sorte que les cartons vides ne soient pas stockés en permanence dans le dépôt C.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois


N° 6 : Opérations réalisées au sein du dépôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 22
Thème(s) : Risques accidentels - Manipulation d'explosifs au sein des dépôts
Prescription contrôlée : L'ouverture des caisses ou barils d'explosifs, la manipulation et la distribution des explosifs sont interdites à l'intérieur des dépôts.
Constats : Lors de l'inspection ayant été réalisée le 28/03/2023, l'exploitant a indiqué vouloir modifier ses pratiques afin d'inclure un nouveau poste de dégroupage à l'intérieur d'un des dépôts. L'inspection a alors rappelé que, réglementairement, ce type d'aménagement devait faire l'objet d'une approbation non seulement par l'inspection du travail (DREETS), après échange éventuel avec l'inspection des poudres et explosifs (IPE), mais aussi de l'inspection des installations classées (DREAL) car l'ouverture de cartons d'explosifs au sein d'un stockage pyrotechnique pouvait remettre en cause certaines conclusions de l'étude de dangers en vigueur. Le 24/09/2024, l'exploitant n'a présenté à l'inspection ni document indiquant explicitement que l'aménagement envisagé avait été accepté par la DREETS, ni mise à jour de l'étude de dangers étudiant les risques liés au dégroupage des explosifs au sein du dépôt concerné. En séance, l'exploitant a précisé qu'une étude était en cours afin d'organiser la zone de dégroupage en tenant compte des remarques ayant été faites par l'IPE sur un autre dépôt du groupe EPC. Lors de la visite des installations, l'inspection n'a pas constaté d'opération de manipulation d'explosifs impliquant l'ouverture de cartons.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels - Installations électriques
Prescription contrôlée : A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. [...] B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement. [...]
Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni les rapports de vérification périodique n° 141975392401R001 et 141975392401R002, rédigés par DEKRA suite aux contrôles effectués le 04/04/2024 sur les installations électriques de l'agence EPC et des dépôts. Le prestataire indique la présence d'anomalie au niveau de BAES (bureaux) et de la protection différentielle (dépôts). L'exploitant a également transmis la facture de l'entreprise Segi2a, datée du 30/04/2024 qui indique être intervenue sur le BAES défectueux. De plus, en séance, l'exploitant a indiqué que les travaux sur la protection différentielle avaient été réalisés le 10/04/2024 par ENEDIS (présentation de la signature du technicien ayant réalisé les travaux, archivée dans le registre unique de sécurité). Le 24/09/2024, l'inspection a constaté la présence de dispositifs d'arrêt d'urgence situés à l'extérieur des trois dépôts de produits d'explosifs. Cependant, ceux-ci ne sont pas clairement signalés et sont positionnés à une hauteur difficilement accessible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant <ul style="list-style-type: none">• de signaler clairement le positionnement des dispositifs d'arrêt d'urgence de l'électricité, positionnés à l'extérieur des dépôts A, B et C ;• de les positionner à une hauteur plus accessible.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois


N° 8 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels - Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>[...]</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport de la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre (référéncé 201550506807), réalisée par la société DEKRA le 31/03/2023. Ce document indique la présence d'anomalies au niveau des valeurs de résistance ayant été mesurées ;• le rapport de contrôle visuel des nouveaux dispositifs de protection contre la foudre, ayant été réalisé par la société DEKRA le 29/03/2024 ; ce contrôle ne prévoyant pas de mesure spécifique n'a pas identifié d'anomalie particulière ;• le dossier des ouvrages exécutés dans le cadre de la protection contre les effets de la foudre, référencé DOE90830. Ce document indique que l'entreprise ADEE electronic, entreprise certifiée Qualifoudre, a remplacé le 03/04/2024 les pointes paratonnerres des dépôts A, B et C. <p>En séance, l'exploitant a précisé que les travaux réalisés en avril 2024 avaient été précédés par d'autres investigations afin de déterminer quelles étaient les parties des dispositifs de protection contre la foudre qui devaient être remplacées.</p> <p>L'inspection constate que la remise en état des dispositifs de protection contre la foudre des stockages d'explosifs a nécessité un délai supérieur à celui prescrit par l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit respecter le délai réglementaire de 1 mois pour la mise en conformité de ses dispositifs de protection contre la foudre afin de minimiser les risques liés à leur indisponibilité.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens d'intervention en cas d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention n° 20006242, rédigé par la société Chubb suite à la réalisation de la maintenance des extincteurs le 27/03/2024.</p> <p>Le 24/09/2024, l'inspection a contrôlé par sondage que les extincteurs situés dans les dépôts pyrotechniques avaient été contrôlés en février 2024.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a également constaté la présence de bac de sable, de pelle et de batte à feu à l'extérieur des dépôts A, B et C.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 10 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 2-III-29
Thème(s) : Risques accidentels - Réserve d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant entretient à proximité immédiate du dépôt "C", une réserve d'eau de 200 m ³ minimum permettant d'éteindre facilement un commencement d'incendie et d'assurer la protection du dépôt en cas d'incendie de forêt. En outre, il tient en réserve des approvisionnements de sable ou de toute autre substance permettant d'éteindre facilement un début d'incendie.
Constats : En 2023, l'absence de réserve d'eau de 200 m ³ à proximité du dépôt C avait justifié la mise en demeure de l'exploitant par arrêté préfectoral du 4 juillet 2023. Suite à cela, l'exploitant a positionné à proximité du dépôt C une bâche souple pouvant contenir 240 m ³ d'eau. Cette réserve incendie a été réceptionnée par le SDIS 22 le 20/02/2024. Le 24/09/2024, l'inspection a constaté que l'accès à la citerne d'eau était libre de tout obstacle et que les dispositifs permettant le branchement des moyens utilisés par les services de secours étaient accessibles.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 11 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2001, article 2-II-19
Thème(s) : Risques accidentels - Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit une zone de protection contre l'incendie dans un rayon de 50 m autour des dépôts A et B. Il est tenu en réserve, à proximité des dépôts, le matériel nécessaire à la lutte contre l'incendie (eau, sable, extincteur).
Constats : En 2023, la présence de bois coupé dans la bande de 50 m positionnée à proximité des dépôts A et B avait justifié la mise en demeure de l'exploitant par arrêté préfectoral du 4 juillet 2023. Le 24/09/2024, l'inspection a constaté que la bande de 50 m située autour des dépôts A et B avait été nettoyée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 12 : Complétude de l'étude de dangers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/07/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels - Complétude de l'étude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>la société EPC France exploitant un stockage d'explosifs au hameau de Très-les-Haies sur la commune de La Motte (22600) est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none">• sous trois mois, les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les ICPE SEVESO et de l'article 12-1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2001 en intégrant à son étude de dangers le scénario de détonation simultanée entre le dépôt B, à son timbrage maximal, et le camion de livraison à sa capacité maximale. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aménagement actuel des dépôts d'explosifs du site EPC ne permet pas d'exclure totalement la possibilité d'une détonation simultanée entre certains stockages et un camion de livraison de produits pyrotechniques.</p> <p>Compte tenu de la méthodologie de l'élaboration des plans de prévention des risques technologiques (PPRT), la barrière organisationnelle décrite dans l'étude de dangers, actuellement mise en place par l'exploitant, n'est pas considérée comme étant suffisante pour éviter l'apparition de ce type de phénomène dangereux.</p> <p>A plusieurs reprises, l'inspection a donc demandé à l'exploitant de compléter l'étude de dangers en détaillant plus précisément les éventuels scénarios de détonation simultanée entre un dépôt de produits explosifs et son camion de livraison et, dans la mesure où cette situation n'a pas été prise en compte lors de l'élaboration du zonage des aléas du PPRT, de prévoir la mise en place de barrières techniques ou passives permettant de s'assurer qu'il ne peut apparaître.</p> <p>Cette demande a finalement fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 04/07/2023.</p> <p>Le 24/09/2024, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis à l'administration les éléments attendus.</p> <p>Par ailleurs, une révision de l'étude de dangers est attendue pour février 2025 (voir fiche de constat n° 13).</p> <p>Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection propose à Monsieur le préfet de rendre redevable l'exploitant d'une astreinte journalière qui prendra effet à compter de mars 2025 si l'exploitant n'a pas transmis le document attendu à la date escomptée.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 5 Mois

N° 13 : Réexamen quinquennal de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2020, article R. 515-98 II
Thème(s) : Risques accidentels - Réexamen quinquennal de l'étude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.</p> <p>Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.</p> <p>L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée :</p> <p>[...]</p> <p>4° A tout moment, à l'initiative de l'exploitant, lorsque des faits nouveaux le justifient ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité, découlant, notamment, de l'analyse des accidents ou, autant que possible, des " quasi-accidents ", ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des dangers.</p> <p>[...]</p> <p>En outre, le préfet peut prescrire un réexamen, par arrêté motivé, après que l'exploitant a été mis à même de présenter ses observations sur le projet d'arrêté.</p> <p>La notice de réexamen de l'étude de dangers, la synthèse du recensement des technologies et, le cas échéant, l'étude de dangers révisée sont transmis, sans délai, au préfet.</p> <p>Si l'instruction de l'étude de dangers révisée conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions, le préfet le notifie, dans un délai raisonnable, à l'exploitant.</p> <p>Si l'instruction de l'étude de dangers conclut à la persistance de dangers inacceptables pour les intérêts protégés en vertu de l'article L. 511-1, le préfet prend un arrêté complémentaire en application de l'article L. 181-14 ou, s'il estime qu'aucune mesure complémentaire n'est de nature à faire disparaître ces dangers, transmet au ministre chargé des installations classées un rapport en vue de la mise en œuvre par ce dernier de la procédure prévue à l'article L. 514-7.</p>
<p>Constats :</p> <p>En février 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers référencée "2020 LAM REEXAM-EDD V2".</p> <p>Par courrier du 28/05/2020, l'inspection informe l'exploitant que la prochaine échéance de réexamen est fixée à février 2025 et que des compléments d'information sont attendus (voir constat présenté fiche n° 12).</p> <p>Le 24/09/2024, il a été rappelé à l'exploitant quelles étaient les thématiques sur lesquelles l'inspection attendait particulièrement une mise à jour de l'étude de dangers. En particulier</p> <ul style="list-style-type: none">• les hypothèses concernant les équivalents TNT des produits stockés doivent être rappelées et prises en compte pour le calcul des zones d'effet pyrotechniques (ce qui permettra une mise en cohérence des informations présentées dans le POI version 2024 et dans le PPI) ;• les scénarios de détonation simultanée entre les dépôts A et B doivent être envisagés et les enjeux associés présentés de façon précise ;• s'ils existent, les éléments permettant d'éviter les phénomènes dangereux doivent être présentés de façon détaillée ; l'exploitant devra tout particulièrement justifier de l'efficacité du merlon positionné autour du dépôt A, en étudiant chacun des paramètres présentés dans les guides SFEPa (vue directe sur le dépôt, calcul détaillé du chemin déployé, hauteur au-dessus des piles de produits explosifs, longueur et module du merlon) ;• les hypothèses relatives à l'aménagement d'un atelier de dégroupage dans un des principaux dépôts d'explosifs,

ainsi que les scénarios de dangers associés, doivent être présentés ;

- l'approche en EIPS (Éléments Important Pour la Sécurité) doit être remplacée par l'identification des barrières de maîtrise des risques, telles que définies à l'article 45 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 ;

Remarque concernant la maîtrise des risques : l'inspection rappelle à l'exploitant que, dans la mesure où ses installations peuvent être à l'origine d'explosion conduisant à des effets irréversibles sortant des limites du site, il doit programmer les travaux nécessaires à la mise en œuvre d'un réseau de détecteurs avant le 1^{er} janvier 2026 (article 55 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010) . Compte tenu de l'échéance réglementaire, il peut être intéressant que l'exploitant intègre dès à présent l'existence de ces détecteurs dans l'identification des barrières de maîtrise des risques.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :